

Séance Plénière # 1: Ouverture du panel plénière FPT: Panel d'approvisionnement autochtone

Catherine Harwood, Sous-ministre adjointe, Autoroutes et travaux publics, gouvernement du Yukon

Ravinder Rakhra, directrice principal, Approvisionnement, Services publics et Approvisionnement Canada

Kim Buksa, gestionnaire, Gestion de la chaîne d'approvisionnement, approvisionnement durable et éthique, Ville de Vancouver

Erik Wanless, Directeur exécutif, Bureau de transformation des achats, Ministère des services aux citoyens

Ce groupe d'experts discutera de la manière dont les divers ordres de gouvernement abordent la question de l'approvisionnement auprès des Autochtones et comment cette question devient une plus grande priorité et un levier politique important pour améliorer le développement économique, les avantages, le développement social et les droits de la personne chez les Autochtones.

Séance simultanée # 2: Planification du cycle de vie de la gestion du matériel - GCSurplus et considérations de fin de vie

Julie Balantes, gestionnaire régionale du Pacifique, GCSurplus, receveur général et Direction générale des pensions, Services publics et Approvisionnement Canada

Les gestionnaires du matériel sont souvent confrontés à des questions concernant les étapes à suivre avec les actifs qui approchent la fin de leur durée de vie ou l'ont atteinte, surtout en ce qui concerne la valeur résiduelle de ces actifs. GCSurplus vous fournira un aperçu de la planification du cycle de vie des actifs et mettra l'accent sur les considérations de fin de vie et sur les services que son équipe fournit pour prendre en charge les désinvestissements des actifs. Cette présentation portera non seulement sur les considérations de fin de vie, mais aussi sur les tendances futures, y compris les orientations stratégiques et les considérations qui mènent au soutien que GCSurplus fournit. Il sera

question de la capacité de soutien pour le transfert d'actifs entre les ministères fédéraux et d'autres ordres du gouvernement.

Séance simultanée # 3: Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) approfondit ses travaux sur les «contrats de faible valeur (LDV)» et la «résolution des conflits dans la gestion des performances des fournisseurs»

Alexander Jeglic, ombudsman de l'approvisionnement

Chelsea Young, conseillère principale en matière de risques, Bureau de l'ombudsman

Le BOA se consacre à faire avancer la recherche pertinente sur des sujets importants pour les praticiens de l'approvisionnement. À ce titre, en 2018, il lançait son initiative « Approfondissement et partage des connaissances ». À ce jour, le BOA a terminé des rapports sur deux sujets. Le premier rapport examine la passation de contrats à faible valeur (CFV) dans l'ensemble du gouvernement fédéral afin d'établir les principaux éléments à considérer lorsqu'il s'agit de décider de recourir à un fournisseur unique ou de concurrencer les contrats CFV. Le deuxième rapport examine la question du règlement des différends dans le contexte de la gestion du rendement des fournisseurs et les types de mécanismes d'appel dont disposent les fournisseurs.

Cette séance présentera le travail du BOA dans ces domaines et encouragera un dialogue actif en ayant recours à des exemples de la vraie vie.

Sur le plan de la passation de contrats, le BOA étudiera les principaux risques entraînant le choix d'une méthode d'approvisionnement ainsi que le coût des appels d'offres concurrentiels à la fois pour le gouvernement et les fournisseurs. Cette séance fera ressortir les considérations stratégiques et fournira des conseils pratiques que les acheteurs peuvent appliquer à leur prise de décision dans la passation de contrats (CFV).

En ce qui concerne le règlement des différends dans la gestion du rendement des fournisseurs, le BOA examinera le paysage actuel dans

divers ordres de gouvernement au Canada, ainsi que le raisonnement derrière de la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends (c'est-à-dire, d'appel). Cette séance fera ressortir les différences entre les processus d'appel à un et à deux niveaux et le degré de déférence à accorder à l'autorité d'appel initiale.

Séance Plénière # 4: Stratégie de construction navale nationale

Randy Roberts, directeur général, Secteur de la construction de grands navires, Secteur maritime, Services publics et Approvisionnement Canada

Après plusieurs tentatives ratées au début des années 2000 en ce qui concerne l'approvisionnement lié aux grands navires, il était clair que le Canada devait faire les choses différemment. En réponse, la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale (rebaptisée depuis la Stratégie nationale de construction navale) a été annoncée en 2010 en tant que mécanisme pour orienter les décisions futures en matière d'approvisionnement dans le domaine de la construction navale et de la réparation, du radoub et de l'entretien des navires pour la Marine royale canadienne et la Garde côtière canadienne. Cet exposé donnera un aperçu de la Stratégie nationale de construction navale et de son rendement jusqu'à présent par rapport à ses objectifs.

Séance principale #5: Déjeuner du partenaire principal: Ordinateurs pour les écoles - Aller de l'avant

Krista Campbell, directrice générale, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, programme ordinateurs pour écoles

Le programme Ordinateurs pour les écoles et Plus (OPE+) contribue à prolonger la vie utile de l'équipement électronique et à le fournir aux personnes qui en ont besoin, à réduire l'impact environnemental des déchets électroniques et à offrir des stages pratiques aux jeunes Canadiens pour les aider à acquérir des compétences numériques avancées pour le marché du travail. Depuis sa création en 1993, le programme a rendu 1,7 million d'ordinateurs accessibles aux écoles, aux bibliothèques, aux organismes sans but lucratif et aux Canadiens à faible revenu admissibles. Il

a également permis à 7 000 jeunes Canadiens d'acquérir des compétences et une expérience pertinente dans le domaine des technologies de l'information et des communications.

Les dons des ministères fédéraux sous-tendent le succès du programme OPE+. Malheureusement, les dons dans toute la famille fédérale ont diminué, mais le besoin d'appareils est devenu de plus en plus important pour permettre aux jeunes et aux Canadiens vulnérables de participer à l'économie numérique.

Ce groupe d'experts fournira de l'information sur le programme OPE+, son impact sur les communautés partout au Canada et sur la Directive sur l'aliénation du matériel en surplus du Conseil du Trésor (CT) qui procure un soutien renouvelé au droit de premier refus des OPE+ au chapitre des appareils du gouvernement. Le programme OPE+ offre aux ministères une méthode sûre de se décharger de leur équipement excédentaire tout en donnant aux Canadiens vulnérables les moyens d'avoir accès à la technologie. En outre, le programme assure l'intendance des déchets électroniques en les éliminant et les maniant au-delà des normes provinciales et de la manière la plus écologiquement et économiquement possible, en utilisant des procédés recyclables réputés.

Discussion sur les points suivants :

- Élargissement du programme et besoin continu de dons
- Améliorations du programme et prise en charge des risques liés aux disques durs par ISDE
- Renouvellement des politiques et des lignes directrices du Conseil du Trésor sur le droit de premier refus

Séance simultanée # 6: Mise à jour du SCT sur les initiatives de la stratégie des RH en matière d'approvisionnement et le renouvellement du programme de certification

Jessica Johnson, directrice du Secrétariat du Conseil du Trésor, ASAS Communities Management Office

Derek Bizewski, gestionnaire du programme de certification, Secrétariat du Conseil du Trésor

La présentation sera divisée en deux segments comme suit :

Mise à jour sur le programme de certification

- Aperçu du programme actuel et des conclusions de l'évaluation du programme récemment achevée, y compris les recommandations
- Mise à jour sur les efforts de renouvellement du programme de certification, y compris les attentes fondamentales du nouveau programme, les résultats de la demande de renseignements (DDR), les nouvelles compétences en gestion du matériel et les échéanciers

Stratégie des RH

- Projet pilote du dirigeant principal de l'approvisionnement (DPA)
- Dotation en personnel collective
- Analyse de rentabilisation de la classification PG (approbations en suspens)
- Stratégie de compétences mise à jour
- Recrutement postsecondaire et stratégie de partenariat

Séance simultanée # 7: Comment la Direction de la gestion des biens saisis peut aider à gérer les biens saisis ou sensibles détenus par les gouvernements fédéral et provinciaux

Nils Juppé, agent de liaison, Direction de la gestion des biens saisis, Services publics et Approvisionnement Canada

La gestion des biens saisis ou sensibles est parfois déléguée à la Division de la gestion du matériel d'un ministère respectif. Parfois, les ressources, une connaissance limitée des procédures et une responsabilité accrue peuvent augmenter négativement la charge de travail et les risques pour la Division de la gestion du matériel. La Direction de la gestion des biens saisis (DGBS) a été créée en 1993 et son rôle et son mandat consistent à gérer l'intendance de ces types de biens, permettant à l'organisation de se concentrer sur son mandat principal. La présentation indiquera la façon dont la DGBS peut vous aider avec l'organisation matérielle, le stockage, le maintien et l'élimination de divers biens. Elle présentera nos paramètres de sécurité, les avantages à gérer les biens saisis à distance, la procédure de

chaîne de de possession et les types de biens gérés par la DGBS et comment faire appel à nos services. La DGBS a une présence nationale et offre nos services d'un océan à l'autre. La présentation comprendra une étude de cas qui suscitera l'intérêt et permettra une meilleure compréhension de notre service.

Séance simultanée # 8: Mieux acheter avec l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif

Sean Crossan, directeur, FPT et relations internationales, BPME, Direction générale des approvisionnements, Services publics et Approvisionnement Canada

Robert O'Neill, directeur exécutif, Direction des services d'approvisionnement, ministère des Services gouvernementaux de la Colombie-Britannique

L'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif (ICAC) est une approche adoptée par le gouvernement du Canada pour mettre certains de ses instruments d'approvisionnement à la disposition des provinces, des territoires et des membres du secteur public en général. La province et le territoire (C.-B. et Yukon) de la région du Pacifique participent maintenant tous les deux à l'ICAC; les organisations du secteur public de cette province et de ce territoire peuvent également participer à cette initiative. Au cours de la dernière année, les participants de l'ICAC au Canada atlantique ont acheté environ 4,5 millions de dollars en biens par l'entremise de l'ICAC. La participation à l'ICAC génère donc un certain nombre d'avantages, notamment :

- Créer des économies d'échelle qui se traduisent par des prix, des modalités et conditions plus compétitifs.
- Utiliser les instruments d'approvisionnement fédéraux, au lieu de mettre au point ces instruments à l'interne.
- Rationaliser l'approche du gouvernement pour certains produits.

La province de la Colombie-Britannique a appuyé avec enthousiasme l'ICAC, et a apporté des modifications législatives et politiques afin de tirer parti de notre pouvoir d'achat conjoint dans le secteur public. Cette présentation

sera donc présentée conjointement avec la province de la Colombie-Britannique.

Séance simultanée # 9: Approvisionnement accessible

Michael Conway, Directeur associé, division de la planification de la politique stratégique, Services publics et Approvisionnement Canada

La présentation suivra le format suivant :

- Contexte de l'incapacité
- Aperçu de la *Loi sur l'accessibilité du Canada* et des modifications qui s'ensuivent à la politique des marchés du Conseil du Trésor
- Fait saillant de ce que les fournisseurs peuvent attendre de voir à l'avenir
- Stratégie de SPAC pour intégrer l'accessibilité dans les approvisionnements
- Travaux réalisés à ce jour pour faire avancer les objectifs d'accessibilité
- Vidéo sur l'approvisionnement accessible (6 min)

Séance Plénière # 10: Approvisionnement agile et innovation: une perspective de SPAC

Jonathan Vinet, gestionnaire, Agile et innovation, Services publics et Approvisionnement Canada

Syed Hasan, gestionnaire, Division des méthodologies d'approvisionnement novatrices, STAMM, Direction générale de l'approvisionnement, Services publics et Approvisionnement Canada

Guylaine Carrière, directrice, Modernisation de l'approvisionnement, Services partagés Canada

- Présenter la définition d'achats agiles de SPAC et de SPC
- Que sont les achats agiles?
- Programme des approvisionnements innovateurs
- Leçons apprises
- Risques agiles et gestion des risques
- Mythes sur l'approvisionnement souple

- Introduction au Centre d'innovation en matière d'approvisionnement
- Rôle et mission du Centre d'innovation en matière d'approvisionnement. Comment il appuiera les ministères clients, la collectivité des approvisionnements et les initiatives agiles
- Lancement du guide d'achat souple, partager les détails clés du guide et comment avoir un guide peut aider les agents d'approvisionnement à mieux comprendre le processus d'achat agile et ses risques et ses défis.